



World Food Programme

SAVING LIVES
CHANGING LIVES

Juslenne Furaha Mapenzi, a reçu 180 000 FC (environ 73 dollars) en espèces au camp de Bweremana, au Nord-Kivu. Tenant compte de l'urgence de la situation de son ménage, elle prévoit d'affecter les fonds à l'achat de la nourriture et des médicaments essentiels pour ses enfants. Credit: WFP/Barbara Mendes

Appel d'urgence : un financement est nécessaire de toute urgence au Nord-Kivu, au Sud-Kivu et en Ituri, en République démocratique du Congo (RDC)

Rapport Flash



567 millions USD¹

Sont nécessaires de toute urgence pour maintenir et intensifier l'assistance vitale au Nord-Kivu, au Sud-Kivu et en Ituri.

Dans les provinces de l'Est de la RDC, le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et l'Ituri, 6,7 millions de personnes sont confrontées à une insécurité alimentaire aiguë. Il s'agit d'une zone fortement en proie au conflit et à l'insécurité et dont la situation est particulièrement désastreuse, affectant non seulement les personnes déplacées par le conflit, mais aussi une grande partie de la population locale. Pour faire face à cette crise humanitaire multidimensionnelle, une intensification des opérations et une révision du niveau de la crise à l'échelle du système des Nations Unies a été déclarée dans ces trois provinces de l'Est. Pourtant, les ressources restent désespérément faibles pour répondre aux besoins humanitaires, du reste extrêmement élevés.

Le PAM maintient son assistance sur le terrain et intensifie ses opérations pour augmenter progressivement le nombre de personnes bénéficiant d'une aide alimentaire et en espèces. Cependant, les besoins croissants mettent à rude épreuve une opération déjà gravement sous-financée et peu prise en compte.

L'aide du PAM est cruciale à environ 3,6 millions de personnes dans ces provinces en constante expansion. Par ailleurs, les ressources ne suivent pas et sont indisponibles pour répondre à tous les besoins de cette population.

Compte tenu du déficit actuel en terme de ressources, et tout en donnant une grande priorité à l'aide en espèces, le PAM a déjà du mal à répondre aux besoins des 1,5 million de personnes déjà enregistrées. Si aucun financement supplémentaire n'est reçu, le PAM sera contraint de réduire considérablement le nombre de personnes vulnérables, dont les femmes et les enfants en situation d'insécurité alimentaire qu'il compte assister d'ici octobre.

A cet effet, le PAM lance un appel urgent de 567 millions de dollars en vue de répondre aux besoins les plus urgents dans les trois provinces, à une plus grande échelle au cours des six prochains mois, soit d'août 2023 à janvier 2024.

Des ressources prévisibles et flexibles sont nécessaires de toute urgence, car elles donnent au PAM la capacité non seulement d'augmenter le nombre de personnes dans le besoin qu'il assiste, mais également de garantir l'agilité et la rapidité de l'intervention du PAM compte tenu de la situation sécuritaire et humanitaire fragile.

1. Sur six mois (août 2023-janvier 2024), les besoins de financement sont régulièrement révisés en fonction des ressources et des besoins disponibles.

24 AOÛT 2023

ASSISTANCE D'URGENCE

Au cours du premier semestre 2023, le PAM a fourni une aide alimentaire, monétaire et nutritionnelle d'urgence à environ un demi-million de personnes par mois dans le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et l'Ituri. Grâce à la capacité supplémentaire mise en place grâce à l'intensification de ses opérations, le PAM a aidé 748 000 personnes en juin et 1 230 000 personnes en juillet avec une aide en espèces, en nature et nutritionnelle. Ces chiffres auraient pu être plus élevés si davantage de ressources avaient été disponibles.

En ce mois d'août, le PAM continue de se focaliser sur l'intensification de l'assistance en espèces, étant donné que ses stocks de produits alimentaires sont faibles. L'objectif affiché étant d'atteindre 1 million de personnes avec des distributions de l'aide en espèces en août, tandis que 500 000 personnes supplémentaires recevront de l'aide alimentaire en nature. Pour garantir que les bonnes personnes reçoivent l'assistance à laquelle elles ont droit, le PAM a lancé un vaste exercice d'enregistrement biométrique. Au stade actuel, près d'un million de

personnes ont été enregistrées biométriquement depuis le début de l'intensification des opérations.

De graves déficits de financement limitent la portée de l'intervention du PAM alors que, selon les plans de ce dernier dans le cadre de l'intensification de ses opérations, environ 3,6 millions de personnes ont besoin d'une aide alimentaire chaque mois au moins jusqu'à la fin de l'année.

À partir d'octobre, le PAM souhaite accroître ses distributions alimentaires en nature dans les trois provinces touchées par le conflit, suite à l'arrivée prévue davantage de ressources alimentaires. Ces produits seront livrés progressivement au fur et à mesure des cycles de distribution. Malheureusement, cette arrivée de nouveaux stocks alimentaires coïncide avec une réduction drastique des fonds disponibles pour les distributions monétaires, de sorte que le nombre total de personnes assistées ne pourra augmenter que si davantage de fonds sont obtenus. Le PAM vise à maintenir une flexibilité programmatique de ses modalités d'assistance en espèces et en vivres en fonction des ressources disponibles.

LES BESOINS DE FINANCEMENT D'URGENCE DU PAM AU NORD-KIVU, AU SUD-KIVU ET EN ITURI (AOÛT 2023-JANVIER 2024)

BESOINS TOTAUX DE FINANCEMENT D'URGENCE POUR L'INTENSIFICATION DES OPERATIONS (Y COMPRIS LES INTERVENTIONS ALIMENTAIRES D'URGENCE, D'ARGENT ET DE NUTRITION)	AIDE D'URGENCE EN NOURRITURE ET EN ESPÈCES	TRAITEMENT ET PRÉVENTION D'URGENCE DE LA MALNUTRITION
	567 millions USD	538 millions USD

ASSISTANCE NUTRITIONNELLE

Les programmes de traitement et de prévention de la malnutrition du PAM sont essentiels dans les zones de conflit et de déplacement, où les familles ont du mal à trouver une nourriture saine pour leurs enfants. Cependant, le PAM est confronté à de graves déficits de financement, ce qui a un impact sur ses activités de nutrition.

Le PAM projette d'assister 144 000 femmes et enfants dans le cadre du programme de traitement de la malnutrition aiguë modérée (MAM), tandis que 215 000 femmes et enfants sont ciblés par son programme de prévention de la malnutrition dans les provinces du Sud-Kivu, du Nord-Kivu et de l'Ituri pour la durée de l'intensification des activités du PAM jusqu'à décembre 2023. Entre janvier et juin, le PAM a aidé 66 000 enfants et femmes en moyenne par mois grâce à des programmes d'urgence de traitement et de prévention de la malnutrition dans ces trois provinces de la RDC. Grâce à l'augmentation de ses capacités, ce chiffre est passé en juillet dernier à 100 000 femmes et enfants.

Début 2024, les besoins en soutien nutritionnel devraient rester élevés. C'est pourquoi le PAM a besoin de 11 millions de dollars pour les six prochains mois jusqu'en janvier 2024, pour traiter

les femmes et les enfants souffrant de malnutrition aiguë dans 47 zones de santé réparties dans les trois provinces. En outre, compte tenu du caractère dynamique des conflits et des déplacements dans l'est de la RDC et qui sont en constante évolution, le PAM travaille avec le Cluster Nutrition et ses partenaires en utilisant des enquêtes nutritionnelles et d'autres sources de données pour mettre à jour de manière permanente la compréhension des besoins et ajuster les plans d'action et les plans de priorisation en conséquence.

Alors que les ressources destinées au traitement de la malnutrition sont déjà insuffisantes pour répondre aux besoins existants, le programme de prévention de la malnutrition qui l'accompagne est encore plus gravement sous-financé, nécessitant 18 millions de dollars entre août et janvier 2024. Investir dans la prévention de la malnutrition n'est pas seulement important pour la santé des mères et des enfants, mais présente également des avantages à long terme en évitant que les mères et/ou les enfants ne reviennent pour un traitement contre la malnutrition aiguë. De plus, la prévention est plus rentable que le traitement.



Credit: WFP/Michael Castofas

L'HISTOIRE DE CHANTAL

Chantal Umuhoza, mère de famille de 28 ans, a dû fuir sa ville natale de Karuba, dans le territoire de Masisi, au Nord-Kivu, pour échapper à l'emprise incessante des conflits. Elle vit désormais depuis cinq mois dans le camp de Rusayo, à la périphérie de Goma, la capitale du Nord-Kivu, avec ses six enfants.

Grâce au programme d'assistance en espèces du PAM dans les provinces ciblées par l'intensification des opérations, Chantal peut accéder à un soutien crucial pour sa famille. Suite au processus d'enregistrement facilité par le système SCOPE du PAM, la famille de Chantal a reçu une aide financière essentielle, qui offre une lueur d'espoir dans leur quête de stabilité au milieu du traumatisme et du déplacement.

RÉPONSE OPÉRATIONNELLE DU PAM À LA CRISE AU NORD-KIVU, AU SUD-KIVU ET EN ITURI

REPONSE OPERATIONNELLE DU PAM	PERSONNES ATTEINTES PAR L'AIDE EN ESPECES, EN NATURE ET EN ASSISTANCE NUTRITIONNELLE JUILLET 2023	PERSONNES AYANT BESOIN DE L'AIDE DU PAM	PERIODE D'INTENSIFICATION DES OPERATION (SCALE-UP)
	1,2 million	3,6 millions	6 mois

DEFIS OPERATIONNELS

Le PAM opère dans un environnement extrêmement difficile et il adapte et modifie ainsi ses opérations selon les besoins, à condition que les ressources y afférentes soient disponibles.

Les risques sécuritaires posés par les groupes armés non étatiques créent des contraintes d'accès sur les principales routes d'approvisionnement. La capacité du PAM à atteindre certaines communautés qui en ont le plus besoin se trouve donc être limitée. Cela est particulièrement vrai pour les programmes d'urgence et de nutrition du PAM à Rutshuru et Masisi, au Nord-Kivu et dans une grande partie de l'Ituri. Les restrictions de mouvement, y compris les barrages routiers illégaux, ont également un impact sur les coûts de nourriture et de transport, en particulier sur les routes menant aux terres agricoles ou aux marchés, perturbant ainsi la disponibilité alimentaire dans les zones touchées. En conséquence, les familles sont parfois contraintes de recourir à des mécanismes d'adaptation périlleux pour trouver de l'argent et de la nourriture, ce qui entraîne souvent des risques en matière de protection. La violence basée sur le genre, parmi autant d'autres risques en matière de protection, constitue un défi supplémentaire dont le PAM doit tenir compte dans ses efforts de réponse. Par exemple, la protection des femmes et des filles lorsqu'elles ramassent du bois de chauffe pour cuisiner reste une préoccupation majeure.

Le PAM est confronté à de multiples procédures de dédouanement très lourdes lors du transport de

nourriture à travers les frontières internationales, ce qui retarde sa réponse humanitaire car la présence d'un groupe armé non étatique au Nord-Kivu et en Ituri oblige le PAM à traverser plusieurs pays voisins pour atteindre les sites de distribution.

Les livraisons du PAM sont également fortement impactées par d'autres problèmes de transport. Il s'agit notamment de mauvaises infrastructures routières, de conditions météorologiques extrêmes et de ressources.



Christine Sebiheri, une agricultrice de métier et ses 2 enfants, Lucien et Ezekiel recevant l'assistance nutritionnelle dans le centre de santé de Rusayo au Nord-Kivu, RDC. Credit: WFP/Michael Castofas